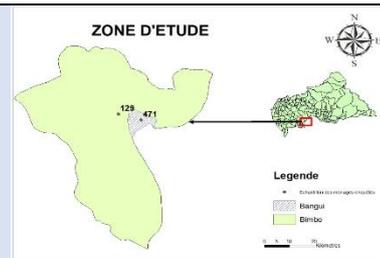




Note méthodologique

L'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES) à l'instar des autres Instituts des Statistiques, a lancé du 23 juin au 1^{er} juillet 2020, la première phase de l'étude d'impact de la COVID-19 sur l'économie et la sécurité alimentaire des ménages, à la demande du gouvernement, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale. Cette étude a bénéficié aussi de l'assistance technique du Programme Alimentaire Mondial. La collecte a été réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 600 ménages représentatifs de la population de Bangui, Bimbo et Bégoua avec un taux de couverture de 100%. L'échantillon permet de décliner les résultats statistiquement significatifs au niveau de l'ensemble de ces trois zones (Bangui, Bimbo et Bégoua). Les principaux thèmes abordés par la première phase de l'enquête portent sur : le niveau de connaissances et compréhension de la COVID-19 ; l'emploi ; la santé ; l'éducation ; la sécurité alimentaire ; l'assistance et les chocs.



Points saillants



L'étude révèle que la quasi-totalité des répondants (99,8%) ont entendu parler de la COVID-19 à travers les trois principaux canaux que sont : la radio (99,2%) suivie des panneaux/affiches (97,5%) et de la télévision (73,3%).



Plus de la moitié (61,6%) des ménages n'accordent pas d'importance aux mesures de distanciation sociale (au moins 1m). Les mesures barrières les plus connues par les ménages sont principalement « se laver régulièrement les mains avec du savon » (97,7%), un peu moins (93,4%) que ceux qui l'ont fait pratiquement durant la semaine qui précède l'enquête ». La poignée de main n'a pas été citée comme une des mesures barrières par 75,3% des ménages.



La perte d'emploi et la diminution des revenus des ménages ont été les principaux effets de la pandémie COVID-19. 52,2% des ménages interrogés étaient en mesure d'effectuer un travail rémunéré ou une activité rémunératrice / commerciale une semaine avant l'enquête, contre 77,7% avant la crise sanitaire. Cependant, la quasi-totalité des ménages ont déclaré n'avoir reçu aucune aide pour faire face à la perte de revenus et à la détérioration de la situation socio-économique.



La baisse des revenus a eu également un impact significatif sur l'accès aux soins de santé. En effet, 74,2% des personnes interrogées ont déclaré n'avoir pas pu acheter les médicaments dont elles ont besoin en raison du manque d'argent.



62,4 % des répondants ont déclaré qu'au cours des 30 derniers jours, leurs ménages respectifs ont été exposés à l'insécurité alimentaire parce qu'il n'y avait pas assez à manger en raison du manque d'argent ou d'autres ressources pour se nourrir. 21 % pour cent des ménages de Bangui et Bimbo ont une consommation alimentaire inadéquate.



La plupart des répondants (93,2%) sont satisfaits des mesures prises par le gouvernement à travers le Ministère de la Santé et de la Population pour limiter le risque de propagation de la COVID-19.

Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

Les résultats de l'enquête montrent que les répondants sont majoritairement des hommes (78,2%). Parmi ces derniers, 51,7% appartiennent à la tranche d'âge « 20 – 34 » ans. La taille moyenne des ménages enquêtés est de 6,8 personnes. Près de la moitié des personnes enquêtées vivent en union libre (49,2%). Enfin, 44,3% des répondants ont atteint le niveau d'étude secondaire.

Les principaux secteurs d'activités des ménages enquêtés sont : le commerce, le transport et l'administration

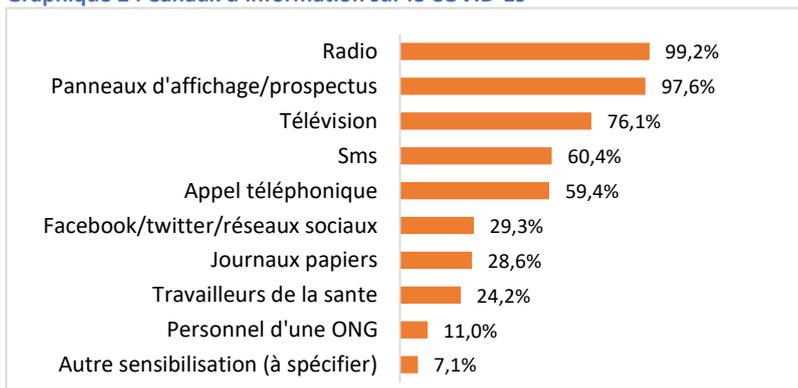
Graphique 1 : Répartition des répondants par leurs principaux secteurs d'activité



Niveaux de connaissance, et de compréhension sur la COVID-19

L'étude a révélé que la quasi-totalité des répondants (99,8%) ont entendu parler de la COVID-19 à travers les trois principaux canaux que sont : la radio (99,2%), les panneaux/affiches (97,5%) et la télévision (73,3%). Ceci s'expliquerait par l'intensification des campagnes de sensibilisation et de médiatisation faites par le Ministère de la Santé et de la Population et les partenaires.

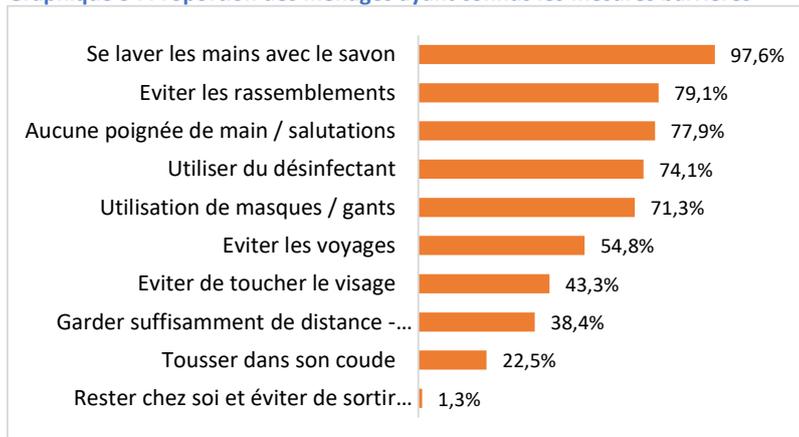
Graphique 2 : Canaux d'information sur le COVID-19



Niveaux de connaissance des mesures barrières pour limiter la propagation de la maladie

Les mesures barrières les plus connues par les ménages sont principalement « se laver régulièrement les mains avec du savon » (97,6%). D'ailleurs, 93,4% des répondants l'ont fait pratiquement durant la semaine qui précède l'enquête ». Eviter le rassemblement a été la deuxième mesure la plus connue par les ménages (79,1%) suivie de la pratique de salutation à distance (aucune poignée) (77,9%). L'utilisation des désinfectants (74,1) ou des masques/gants (71,3%) a été également citée parmi les mesures barrières par plus de la moitié des ménages.

Graphique 3 : Proportion des ménages ayant connus les mesures barrières



Bien que la plupart des ménages aient une bonne connaissance de la maladie et des mesures barrières, un certain nombre parmi eux continuent d'adopter un comportement à risque qui pourrait favoriser la transmission de la maladie.

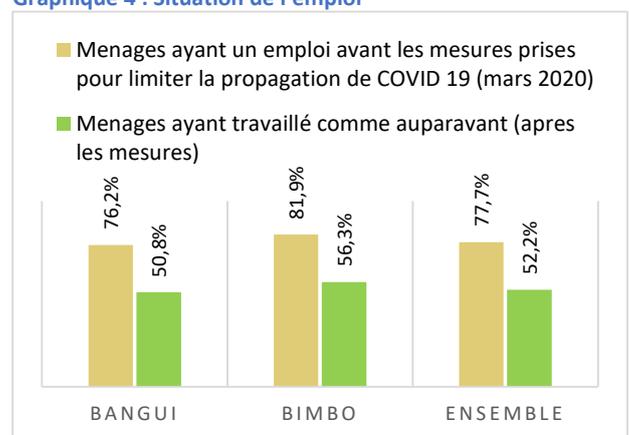
Même si la population est consciente des mesures prises par le gouvernement pour réduire les risques de contamination par la COVID-19, certains enquêtés continuent d'adopter un comportement à risque. En effet, 61,6% ont déclaré accorder moins d'importance aux autres mesures telles que « maintenir la distance sociale » et 77,5% ont déclaré ne pas appliquer le conseil de « tousser dans le creux du coude ».

L'enquête a également révélé que la plupart des répondants (93,2%) sont satisfaits des mesures prises par le gouvernement à travers le Ministère de la Santé et de la Population pour limiter le risque de propagation de la COVID-19. Toutefois, certains enquêtés représentant une faible proportion (6,8%) ne sont pas satisfait. Ces derniers estiment que le gouvernement devrait porter assistance financièrement (24,4%) ou en nature (19,5%) aux personnes malades. En termes de description des faits relatifs à la COVID-19, 84,0% des répondant ont déclaré que le gouvernement est sincère dans la description des faits sur le coronavirus qu'il communique à la population.

L'Impact de la COVID-19 sur l'emploi des ménages

La perte d'emploi et la diminution des revenus des ménages ont été les principaux effets de la pandémie COVID-19. Les résultats de l'enquête indiquent que seulement 52,2% des ménages interrogés étaient en mesure d'effectuer un travail rémunéré ou une activité génératrice de revenu/commerciale une semaine avant l'enquête, contre 77,7% avant la crise sanitaire. Cela indique une baisse de 26 points trois mois seulement après la déclaration du premier cas de COVI-19 en RCA. Etant donné que la plupart des ménages interrogés sont dans le secteur du commerce (36,4%), il y a lieu de constater que la fermeture partielle des frontières entre Bangui et Cameroun, principale voie de ravitaillement du pays a paralysé le secteur de transport et a affecté le secteur commercial.

Graphique 4 : Situation de l'emploi

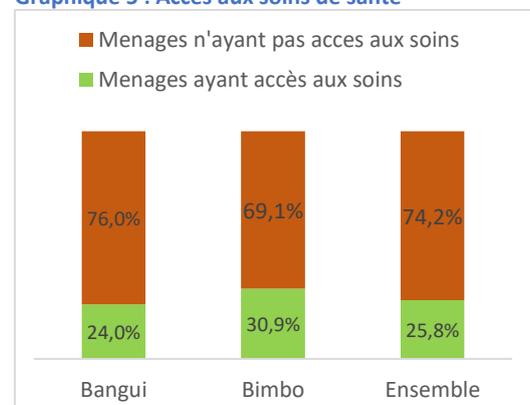


Les mesures prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la maladie COVID-19, ont été citées comme principale raison du ralentissement des activités (22,0%) suivi de la réduction des effectifs due à la fermeture de certaines entreprises (5,1%). Parmi ceux qui ont été invités à rester chez eux en raison du ralentissement des activités, 71,3% n'ont reçu aucune rémunération et seulement 17% ont reçu une rémunération partielle.

L'Impact de la COVID-19 sur la Santé et l'alimentation des ménages

La baisse des revenus a eu un impact significatif sur l'accès aux soins de santé et la sécurité alimentaire des ménages. En effet, 74,2% des personnes interrogées déclarent n'être pas en mesure d'acheter les médicaments dont elles ont besoin. Parmi eux, 97,8% ont déclaré que le manque d'argent était la principale raison. En outre, 62,4 % des répondants ont déclaré qu'au cours des 30 derniers jours, leur ménage a été exposé à l'insécurité alimentaire parce qu'il n'y avait pas assez à manger en raison du manque d'argent ou d'autres ressources pour se nourrir. Environ 51,8 % ne pouvaient pas consommer des aliments sains et nutritifs (haricots, viande, poisson, huile végétale) en raison du manque d'argent et de ressources pour se les procurer au cours de 30 derniers jours précédant l'enquête.

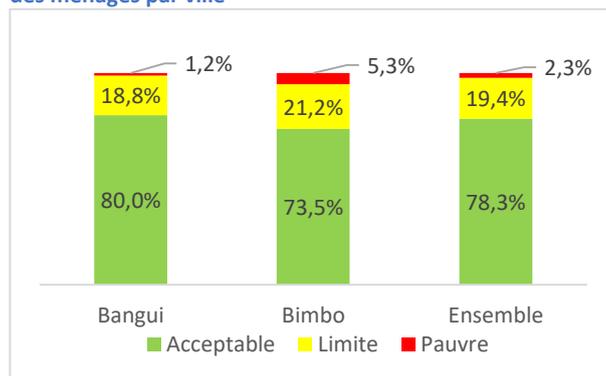
Graphique 5 : Accès aux soins de santé



Sécurité alimentaire

Bien que les ménages n'ont pas eu assez des ressources pour se procurer à manger, seulement 21 % des ménages de Bangui et Bimbo ont une consommation alimentaire inadéquate en termes des aliments nutritifs. En effet, plus de trois quart de l'ensemble des ménages quelle que soit la ville ont un niveau de score de consommation alimentaire acceptable ; c'est-à-dire qu'ils ont l'accès à des nourritures saines et variées. Par ailleurs, les ménages qui ont un score de consommation alimentaire pauvre (consommation alimentaire non équilibrée) sont beaucoup plus visibles à Bimbo (5,30%) qu'à Bangui (1,20%) alors que le niveau de cet indicateur est de 2,3% sur l'ensemble des deux villes.

Graphique 6 : Score de consommation alimentaire des ménages par ville



Principaux chocs subis par les ménages

La hausse des prix provoquée par la crise a été le choc qui a le plus frappé les ménages. Les chocs les plus fréquemment subis par les ménages depuis le début de la pandémie ont été, par ordre d'importance, l'augmentation du prix des principaux aliments consommés (82,7%), la faillite d'une entreprise familiale non agricole (18,5%) qui est plus prononcée à Bimbo (21,3%), l'augmentation du prix des intrants (15,6%) plus prononcée à Bimbo (21,4 %), la perte d'emploi d'un membre du ménage (16,1%) et la baisse des prix de vente de la production agricole (9,2 %) très ressentie à Bimbo (17,2%).

Graphique 7 : Perception des ménages sur les différents chocs subis à cause de COVID19



Stratégies de survies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

Pour faire face aux pertes de revenus et à la situation économique précaire, les ménages ont utilisé diverses stratégies dont les plus importantes sont la réduction de la consommation alimentaire (37,3%), la réduction de la consommation non alimentaire (23,5%), l'emprunt à des amis ou à la famille (16,9%), la vente d'actifs (16,6%), la participation à des activités supplémentaires génératrices de revenus (14,9%), la dépense de l'épargne (13%). Cependant, peu de ménages ont pu accéder à des prêts auprès des banques et des institutions financières (4,4%).

Assistance reçue pour faire face à la crise

Pendant la période où les données ont été collectées, la majorité des répondants ont déclaré n'avoir pas reçu d'aide pour faire face à la perte de revenus et à la détérioration de la situation socio-économique.

Pour plus d'information sur cette étude, adressez-vous à :

- M. Blaise Bienvenu ALI, DG de l'ICASESS, Coordonnateur Général, (blaisebienvenua@gmail.com);
- M. SABENDO Alfred, 1^{er} Coordonnateur Technique (sabendoalfred@yahoo.fr) ;
- M. NDJEKOU Christian, 2^{ème} Coordonnateur Technique (cn djekou@gmail.com) ;
- M. OUAKOUMA Martial Tanguy, Analyste (mouakouma@gmail.com) ;
- M. MATKOSS Franck, Analyste (matkossfranckelvis@yahoo.fr);
- M. Gervais Chamberlin YAMA, Statisticien, Banque mondiale (gyama@worldbank.org) ;
- M. Malick NDIAYE, Chef du VAM, Programme Alimentaire Mondiale (malick.ndiaye@wfp.org)

Retrouvez-nous sur le Web!
Visitez notre site :
www.icasees.org